

# **RÉSUMÉ**

---

## **PLF 2008**

**1) RECETTES ET DÉPENSES.**

**2) DISPOSITIONS RELATIVES AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES.**

**3) RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR.**

**4) TRAVAIL ET EMPLOI.**

**5) QUELQUES CHIFFRES**

## **1°) RECETTES ET DÉPENSES.**

	2008	Évolution
RECETTES FISCALES	272 ,1 Md €	+ 4,9 Md €
RECETTES NON FISCALES	28 ,4 Md €	+ 1,4 Md €
DÉPENSES	271,8 Md €	+ 4,3 Md €
DÉFICIT BUDGÉTAIRE	41,7 Md €	+ 3,4 Md € 2,3 % du PIB

- ▶ Mesures fiscales.

Cf. paquet fiscal

- ▶ Barème de l'impôt :
  - 5,5 % pour les revenus situés entre 5687 et 11 344,
  - 14 % pour les revenus situés entre 11 344 et 25 195,
  - 30 % pour les revenus situés entre 25 195 et 67546,
  - 40 % pour les revenus supérieurs à 67 546.

**Coût de la Mesures : 914 M€**

- ▶ Revalorisation de 1,3 % de la prime pour l'emploi

Coût total serait de 4,2 Md €

**Coût de la mesure 260 M€**

- ▶ Suppression de la déduction de certaines sanctions et pénalités.  
Les amendes, pénalités de toute nature ne seront plus déduites des impôts.

## **2°) DISPOSITIONS RELATIVES AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES.**

- ▶ Fin du Contrat de croissance et de stabilité.  
L'enveloppe de dotation sera indexée sur la seule inflation hors tabac.

► Compensation des transferts de compétences aux régions.  
Une partie de la TIPP est transférée aux régions.

**Montant total : 2,755 Md €**

► Compensation des transferts de compétences aux départements.  
Transfère d'une partie de la TIPP (Taxe Intérieure de consommation sur les Produits Pétroliers) et de la TSCA (Taxe Sur les Conventions d'Assurance) conséquence de la décentralisation des personnels TOS de l'éducation nationale pour l'enseignement scolaire et pour l'enseignement agricole et du transfère du paiement du Revenu minimum d'insertion (RMI) et du Revenu minimum d'activité (RMA) au profit des départements.

**Montant total : 0,776 Md €**

- Le produit des amendes des radars automatiques est réparti entre :
  - Les communes et leurs groupements pour 100 M €
  - Les départements pour 30 000 multipliés par le nombre de radars dans le département.
  - Le Compte d'affectation Spéciale destiné au financement de nouveaux radars
  - L'Agence de financement des infrastructures de transport de France.

► Réforme de la dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC) et de la dotation régionale d'équipement scolaire (DRES).  
Les dotations sont remplacées par des prélèvements sur les recettes de l'Etat.

**Montant DDEC : 328,7 M €**

**Montant DREC : 661,84 M €**

► Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales.

**Montant total : 93 Md €**

► Création d'un fonds de solidarité en faveur des départements, communes et groupements de communes de métropole touchés par des catastrophes naturelles.

#### **4°) TRAVAIL ET EMPLOI.**

► Suppression des exonérations de cotisations sociales patronales spécifiques attachées aux contrats de professionnalisation.

▶ Suppression des aides au remplacement de salariés partis en formation ou en congé maternité ou d'adoption.

▶ Prorogation des aides à l'emploi en faveur des employeurs du secteur des hôtels, cafés et restaurants

▶ Le présent article organise la fusion du dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise et du contrat initiative emploi. L'aide attribuée à certains publics dans le cadre d'un CIE sera modulée, par arrêté préfectoral.

▶ Suppression de l'allocation équivalent retraite (AER)

### **3°) RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR.**

▶ Exonération de fiscalité professionnelle en faveur des jeunes entreprises universitaires.

▶ Prorogation des dispositions relatives aux pôles de compétitivité.

**Coût total : 38 M €**

▶ Réintégration des jeunes entreprises innovantes dans le dispositif d'exonération de cotisations sociales patronales.

Les conditions d'accès à l'exonération de cotisations sociales patronales pour les jeunes entreprises innovantes sont élargies.

### **4°) AUTRES DISPOSITIONS.**

▶ Compensation en faveur des organismes de sécurité sociale des pertes de recettes résultant de la réduction de cotisations sociales sur les heures supplémentaires et complémentaires.

Cf. LFSS

▶ Financement des allègements généraux de cotisations patronales de sécurité sociale.

Cf. LFSS

▶ Prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes.

Le montant du prélèvement effectué sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes est évalué pour l'exercice 2008.

**Coût total : 18,4 Md €**

## **5°) QUELQUES CHIFFRES.**

► Emplois :

Ministère ou budget annexe / Programme	Nombre d'emplois pour 2007, exprimé en ETPT	Nombre d'emplois pour 2008, exprimé en ETPT
<b>Budget général</b>	<b>2 270 840</b>	<b>2 206 737</b>
Affaires étrangères et européennes	16 323	16 082
Agriculture et pêche	38 253	36 590
Budget, comptes publics et fonction publique	153 168	150 780
Culture et communication	12 137	11 865
Défense	436 994	426 429
Écologie, développement et aménagement durables	96 627	86 793
Économie, finances et emploi	16 402	16 365
Éducation nationale	1 044 980	1 005 891
Enseignement supérieur et recherche	147 636	150 207
Immigration, intégration, identité nationale et codéveloppement	489	609
Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales	192 634	190 570
Justice	72 023	72 094
Logement et ville	3 088	3 145
Santé, jeunesse et sports	7 292	7 044
Services du Premier ministre	7 515	7 550
Travail, relations sociales et solidarité	25 279	24 723
Budgets annexes	12 319	12 298
Contrôle et exploitation aériens	11 287	11 290
Publications officielles et information administrative	1 032	1 008
<b>Total général</b>	<b>2 283 159</b>	<b>2 219 035</b>

► Dotations financières :

Présentation, regroupée par ministère, des crédits proposés pour 2008 par programme (hors dotations)

Affaires étrangères et européennes	4 645 797 154
Agriculture et pêche	5 192 262 061
Budget, comptes publics et fonction publique	96 957 667 090
Culture et communication	3 049 048 697
Défense	47 518 069 805
Écologie, développement et aménagement durables	16 000 959 871
Justice	7 305 717 440
Logement et ville	8 733 550 000
Santé, jeunesse et sports	1 893 261 960
Services du Premier ministre	1 723 242 303
Travail, relations sociales et solidarité	11 458 816 593

Pour plus de d'information : [dotation financière PLF.doc](#)